La mesure de l'efficacité sociale des caisses d'épargne françaises au XIX^e siècle

Carole Christen-Lécuyer

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/1400>
DOI : 10.4000/histoiremesure.1400
ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2005
Pagination : 139-176
ISBN : 2-7132-2054-8
ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Carole Christen-Lécuyer, « La mesure de l'efficacité sociale des caisses d'épargne françaises au XIX^e siècle », *Histoire & mesure* [En ligne], XX - 3/4 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 21 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/1400> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.1400>

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2022.

© Éditions de l'EHESS

La mesure de l'efficacité sociale des caisses d'épargne françaises au XIX^e siècle

Carole Christen-Lécuyer

- 1 C'est au XIX^e siècle que sont fondées les premières caisses d'épargne françaises. Après la première fondation, à Paris, en 1818, elles se diffusent progressivement sur l'ensemble du territoire — au milieu du siècle, 365 caisses sont fondées et tous les départements français en possèdent au moins une ; en 1881, 542 caisses et 908 succursales sont en activité, le solde dû aux déposants est de 62 millions de francs pour 122 000 livrets¹. Elles ont été fondées pour résoudre la question sociale — la pauvreté liée au travail. Elles sont destinées à recevoir en dépôt les « petites sommes qui [leur] sont confiées »² avec un minimum de 1 franc par dépôt (l'équivalent d'une demi-journée de salaire du manœuvre de province en 1835) et sans fraction de franc et elles font fructifier toutes les sommes de 1 franc et au-dessus. Leur but est de récolter l'épargne journalière des « ouvriers, artisans, domestiques et autres personnes économes et industrieuses » selon leurs statuts.
- 2 Ainsi, elles s'inscrivent dans le mouvement de construction d'une politique sociale. Pour mesurer leur rôle dans cette construction, il faut évaluer leur efficacité sociale à partir des statistiques des déposants et des dépôts, comme le suggère en 1838 l'agent général de la caisse d'épargne de Paris, Agathon Prévost :
« Pour s'assurer si les caisses d'épargne répondent à leur destination, pour apprécier leur progrès et comparer les différentes caisses d'épargne entre elles, il ne suffit pas de connaître l'importance des sommes versées et le nombre des déposants ; il faut aussi savoir à quelles classes ils appartiennent et quel est, dans chaque catégorie, le montant de leur avoir à une époque donnée. Ce n'est pas tout d'avoir établi ces grandes divisions, il faut encore réunir et compter les individus qui exercent une même profession et grouper les diverses professions dans un ordre méthodique ».³

3 La catégorie « ouvriers » de cette statistique est au centre des préoccupations des administrateurs des caisses d'épargne, car c'est bien à l'aune du nombre d'ouvriers que se mesure la réussite sociale de l'institution.

4 Alors qu'en 1843, le journal des ouvriers socialistes-chrétiens *L'Atelier* dénonce les manipulations statistiques de Charles Dupin « qui a inventé 'la langue de l'investigation' et dont les chiffres 'sont des raisons', s'est évertué en vain à prouver que le nombre des ouvriers déposants était assez considérable »⁴, à la même époque, les directeurs de la caisse parisienne se réjouissent :

« On ne saurait trop faire connaître ces résultats satisfaisants [nombre de nouveaux livrets détenus par les ouvriers], afin de détruire les fausses idées que l'ignorance ou la mauvaise foi cherchent à répandre, en disant que la caisse d'épargne n'est pas faite pour les ouvriers ; cela est démenti par les chiffres. La caisse d'épargne remplit parfaitement sa destination d'être spécialement utile aux classes ouvrières ».⁵

5 Dans quelle mesure la mission originelle des caisses d'épargne, à savoir recueillir les épargnes des « pauvres travailleurs »⁶, les ouvriers en particulier, s'accomplit-elle ? Une étude de la statistique des déposants et des dépôts, publiée chaque année par le ministre du Commerce à partir de 1835, doit permettre de préciser si l'épargne drainée par l'institution est plutôt populaire ou bourgeoise. Auparavant, il convient d'évoquer la construction de la grille statistique utilisée et d'explicitier les problèmes qu'elle pose à l'historien.

1. Une statistique difficile à exploiter

6 La mesure statistique de l'efficacité sociale de l'ensemble des caisses d'épargne françaises n'est envisageable qu'à partir de l'année 1835. Avant cette date, pour les 62 caisses en activité, il n'existe que des relevés partiels, sauf pour celles de Paris et de Lyon⁷. La première loi sur les caisses d'épargne, le 5 juin 1835, oblige chaque caisse à envoyer annuellement au ministre du Commerce un état de leurs opérations, afin qu'il adresse au Roi un *Rapport sur les caisses d'épargne*. Il comprend une importante partie statistique qui regroupe cinq tableaux ; le dernier est une « division des livrets et du solde d'après la profession des déposants » par caisse jusqu'en 1848, puis une « division des comptes nouveaux (livrets et crédits) d'après la profession des déposants » par département à partir de 1849. Le manque de précision de la grille socioprofessionnelle proposée par le ministre et le passage de données en stock (ensemble des déposants) à des données en flux (nouveaux déposants) constituent des limites pour leur étude.

Quelles catégories socioprofessionnelles pour une exploitation rétrospective ?

7 En 1835, le ministre du Commerce donne une définition succincte des nomenclatures socioprofessionnelles proposées aux caisses d'épargne :

« Toutes les classes qui vivent de leur travail, et auxquelles le travail doit fournir, par la prévoyance, des moyens d'existence pour la vieillesse, sont appelées indistinctement à profiter des bienfaits des caisses d'épargne. Mais l'observation ne pouvant s'étendre sur chaque individualité, le Gouvernement a dû s'arrêter aux divisions les plus propres à lui faire apprécier l'influence de l'institution : sept catégories ont été formées dans ce but, ce sont celles des ouvriers, domestiques, employés, militaires et marins, professions diverses, mineurs, sociétés de secours mutuels ».⁸

8 Dans une circulaire qu'il adresse aux directeurs des caisses d'épargne, il précise que « cette division ne sera pas une innovation pour les caisses d'épargne ; j'en trouve déjà la pratique dans le compte rendu de la caisse d'épargne de Paris, et tous les établissements se sont empressés de fournir les éléments du tableau qu'elle a publié. Je

ne demande donc à peu près sur ce point que la continuation de ce qui existe aujourd'hui »⁹. La circulaire ministérielle fait référence au tableau publié dans le rapport de l'année 1834 : l'administration de la caisse parisienne, considérant que « quatre classes de déposants figurent principalement dans les caisses d'épargne départementales comme dans celle de Paris, les ouvriers, les domestiques, les employés, les enfants mineurs »¹⁰, y dresse un tableau des proportions qu'elles représentent dans treize caisses provinciales.

- 9 Quelques années plus tard, en 1841, l'administration de la caisse parisienne met en place une nomenclature beaucoup plus précise des nouveaux déposants (Tableau 1) : il y a huit classes principales, puis plusieurs divisions qui contiennent chacune autant de « subdivisions qu'il y a de genres différents d'industrie, et présentent ces diverses industries selon l'analogie qu'elles peuvent avoir entre elles »¹¹. Le degré de détail le plus fin renvoie à de « professions » conçues sur le modèle des métiers artisanaux et commerciaux de la France ancienne¹². À titre d'exemple, les troisième (« bâtiment ») et cinquième (« objets de luxe, meuble, voiture, métaux, etc. ») divisions de la première classe (« les ouvriers ») comprennent 23 et 42 subdivisions correspondant à autant de métiers. C'est donc une énumération de « professions » qui constitue la matière première de la nomenclature socioprofessionnelle utilisée, à Paris au XIX^e siècle.

Tableau 1. Les premiers degrés de la nomenclature socioprofessionnelle de la statistique des déposants de la caisse d'épargne de Paris en 1841

DÉSIGNATION DES CLASSES ET DIVISIONS.	
1 ^{re} CLASSE. Ouvriers.	1 ^{re} DIVISION : Agriculture.....
	2 ^e — Nourriture.....
	3 ^e — Bâtiment.....
	4 ^e — Vêtement.....
	5 ^e — Objets de luxe, etc.....
2 ^e CLASSE. Artisans patentés et marchands.	1 ^{re} DIVISION : Agriculture.....
	2 ^e — Nourriture.....
	3 ^e — Bâtiment.....
	4 ^e — Vêtement.....
	5 ^e — Objets de luxe, etc.....
RÉUNION DES DEUX PREMIÈRES CLASSES.....	
3 ^e CLASSE. Domestiques.	1 ^{re} DIVISION : Gens de confiance.....
	2 ^e — Valets de chambre.....
	3 ^e — Cuisiniers.....
	4 ^e — Cochers.....
	5 ^e — Jardiniers.....
4 ^e CLASSE. Employés.	1 ^{re} DIVISION : Employés supérieurs.....
	2 ^e — Employés aux écritures.....
	3 ^e — Commis marchands.....
	4 ^e — Garçons de bureau.....
	5 ^e — Facteurs et conducteurs.....
5 ^e CLASSE. Militaires et Marins	1 ^{re} DIVISION : Infanterie.....
	2 ^e — Cavalerie.....
	3 ^e — Artillerie et Gendarmerie.....
	4 ^e — Administration.....
	5 ^e — Marine.....
	6 ^e — Service de Paris.....
	7 ^e — Invalides.....
	8 ^e — Retraités.....
6 ^e CLASSE. Professions libérales	1 ^{re} DIVISION : Jurisprudence.....
	2 ^e — Médecine.....
	3 ^e — Clergé.....
	4 ^e — Instruction.....
7 ^e CLASSE. Rentiers.	1 ^{re} DIVISION : Rentiers.....
	2 ^e — Sans déclaration.....
8 ^e CLASSE.	Sociétés de secours mutuels entre ouvriers.....

Source. Rapport annuel de la caisse d'épargne de Paris, année 1841.

- 10 La richesse des divisions de la statistique parisienne empêche toute comparaison avec les rubriques très générales utilisées par les statistiques ministérielles, qui gommant la complexité des stratifications sociales françaises. Pour apprécier l'évolution sociale de la clientèle de la caisse d'épargne de Paris de 1818 à 1835 et pour la comparer avec celle

des caisses départementales de 1835 à 1847 — période au cours de laquelle les rapports au roi ne donnent aucun renseignement sur les déposants de la caisse parisienne —, il faut utiliser la série constituée ultérieurement par l'agent général de la caisse, Eugène Bayard¹³. Une analyse plus fine de la composition socioprofessionnelle des déposants peut être faite à partir des registres matricules où est mentionnée la déclaration (nom, prénom, âge, profession, adresse, signature) que fait chaque nouveau déposant quand il effectue son premier versement¹⁴. Quelques sondages ont été effectués dans les rares registres matricules qui existent encore. L'hétérogénéité de la source primaire — et par là des sondages effectués — ne rend pas ces statistiques exploitables dans une enquête menée au niveau national.

- 11 Plusieurs contemporains, responsables et administrateurs de caisses d'épargne, regrettent l'imprécision de la grille socioprofessionnelle proposée par le ministre du Commerce. En 1838, c'est le cas de l'agent général de la caisse d'épargne de Paris :

« Le modèle adopté par M. le ministre du Commerce et envoyé à toutes les caisses ne demande-t-il pas trop et trop peu. Trop, parce qu'il s'étend à tous les déposants à la fois et qu'il oblige à recommencer, tous les ans, un travail immense, trop peu parce qu'il laisse de côté les détails les plus essentiels et les plus intéressants pour s'attacher à des données vagues dont il est impossible de tirer aucune conclusion. Le modèle adopté par M. le ministre n'a pas expliqué ce qu'il fallait entendre par un ouvrier ou un employé ; aussi faute d'une règle commune, chaque caisse d'épargne établit ces classifications à sa manière. Il s'en suit que les termes de la proportion n'étant pas équivalents, le résultat est défectueux et ne donne lieu qu'à des inductions erronées ».¹⁵

- 12 Dix ans plus tard, le président de la caisse d'épargne du Havre estime aussi que « les catégories établies ne remplissent pas le but que l'on se propose, elles sont incomplètes et trop vagues, ainsi le mot ouvrier comprend le chef d'atelier, le maître, le contremaître, enfin l'homme patenté aussi bien que le journalier proprement dit (...) les mêmes observations s'adresseraient avec autant de justesse aux autres classes »¹⁶. Ainsi, certains employés de caisses d'épargne incluent les artisans, dont les revenus sont en général plus élevés que ceux des ouvriers de l'industrie, dans la catégorie « ouvriers », alors que d'autres les incluent dans la catégorie « professions diverses »¹⁷. L'absence de la catégorie « agriculteurs » est également dénoncée par les administrateurs de caisses d'épargne implantées dans des zones rurales, comme à Clermont-Ferrand¹⁸. Les agriculteurs forment pourtant la part la plus nombreuse de la population active — 61 % en 1836, 52 % en 1861 et 46 % en 1881¹⁹ — et représentent probablement, dans les petites villes et les succursales, une proportion non négligeable des déposants, comme l'attestent les procès-verbaux des conseils d'administration des caisses et leur abondante correspondance. L'absence de la catégorie « agriculteur », « cultivateur » ou « laboureur » est d'autant plus surprenante qu'ils sont les premiers destinataires nommés dans les statuts des caisses d'épargne fondées au début de la Restauration à Paris, Metz et Marseille. Elle est peut-être liée à un souci de valorisation de la modernité et de l'évolution des métiers, très répandu chez les statisticiens de l'époque²⁰. L'analyse d'une grille aussi étroite risque donc de nous renvoyer avant tout aux postures idéologiques de ses producteurs (les fonctionnaires ministériels) et aux mentalités des employés des caisses d'épargne chargés, à partir des registres matricules où est indiquée avec précision la profession que déclare chaque nouveau déposant, de la remplir.

- 13 L'enregistrement d'un grand nombre d'« ouvriers » et de « professions diverses » peut ainsi procéder de la volonté de décrire l'industrialisation et la modernisation de l'activité économique des villes où sont implantées les caisses d'épargne. Ce n'est qu'à partir de 1882 que les ouvriers agricoles sont distingués des ouvriers de l'industrie dans les statistiques publiées dans les rapports annuels et que la catégorie « professions diverses » est divisée en trois sous-ensembles qui confirment qu'elle recouvrait les classes moyennes aisées²¹. Par souci d'homogénéité de la série statistique analysée, la période d'étude s'arrête en 1881²².

Des données en stock à des données en flux

- 14 De 1835 à 1847, les statistiques présentées par le ministre du Commerce sur la répartition socioprofessionnelle des déposants portent sur l'ensemble des détenteurs de livrets de caisses d'épargne (Tableau 2). Ces données sont construites sur la base de la déclaration de profession que fait chaque nouveau déposant à l'ouverture de son livret d'épargne ; elles ne sont pas réactualisées ensuite, lors d'éventuels changement de profession. À partir de 1849²³, ces statistiques portent uniquement sur les nouveaux déposants (Tableau B en annexe). L'évolution de la répartition socioprofessionnelle des déposants parisiens doit être étudiée à part, car dans les statistiques officielles de 1835 à 1847, ne figurent pas les déposants de la caisse d'épargne de Paris (Tableau A en annexe). Cette absence, dénoncée à maintes reprises par le ministre du Commerce dans ses rapports annuels et dans la correspondance qu'il entretient avec la caisse parisienne, est justifiée par l'agent général de la caisse par le surcroît de travail que demanderait l'établissement d'une statistique complète sur l'ensemble des déposants :

« Dans l'état actuel, il faudrait deux employés travaillant sans interruption pendant une année entière pour accomplir l'œuvre que M. le ministre du Commerce voudrait obtenir de la caisse d'épargne de Paris ».²⁴

Tableau 2. Répartition socioprofessionnelle des déposants et de leurs dépôts (en millions de francs) dans les caisses d'épargne (Paris non comprise), 1835-1847

Année	Ouvriers %		Domestiques %		Employés %		Militaires et marins %		Professions diverses %		Total effectif adultes	
	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits
1835	32,2	27,7	30,6	24,2	7,1	10,2	4,1	5,3	25,9	32,6	42 528	20,28
1836	33,1	28,9	30,2	24,0	6,0	8,0	4,5	5,8	26,1	33,3	81 305	42,00
1837	31,7	26,8	29,7	24,0	5,9	7,2	5,8	7,8	26,9	34,2	98 144	50,88
1838	32,2	27,1	29,1	23,5	5,5	6,6	5,9	7,7	27,3	35,1	132 740	73,39
1839	32,0	27,2	28,6	23,3	5,4	6,4	6,5	8,5	27,4	34,6	160 121	90,69
1840	30,6	26,0	27,6	22,5	5,6	6,3	8,1	11,1	28,2	34,1	187 999	108,72
1841	30,5	26,3	26,3	21,0	6,7	6,3	8,4	12,0	28,1	34,5	237 284	144,88
1842	31,6	27,6	25,9	20,5	6,2	6,0	7,1	9,9	29,2	36,0	290 634	184,67
1843	31,9	27,2	25,4	20,2	6,0	6,2	6,2	8,4	30,5	38,0	335 550	215,98
1844	32,2	27,4	25,2	20,2	5,8	6,1	5,8	7,6	31,0	38,7	382 709	249,07
1845	32,4		25,0		5,8		5,5		31,2		416 122	
1846	32,2	28,3	24,9	21,1	5,3	5,5	5,6	6,8	31,9	38,3	453 135	259,81
1847	31,9	28,3	25,4	21,9	5,1	5,4	5,6	6,8	32,0	37,5	452 967	243,82

- 15 En 1837, les déposants parisiens sont au nombre de 80 000, ils forment 40 % de l'ensemble de la clientèle des caisses d'épargne.
- 16 Cinq ans auparavant, une statistique complète de tous ceux qui avaient des comptes ouverts au 30 septembre 1832, soit 20 742 déposants, avait été réalisée. Pour la caisse parisienne, c'est le premier et le seul relevé exhaustif sur la répartition socioprofessionnelle des déposants. Les premiers relevés effectués de 1826 à 1830 portent uniquement sur les nouveaux déposants. En 1838, la caisse répartit par

catégorie socioprofessionnelle 10 000 comptes sur les 100 000 ouverts et les rapporte au nombre total des individus de chaque profession de Paris, « afin de faire connaître celles de ces professions qui présentent le plus d'individus économes »²⁵. L'élaboration des statistiques socioprofessionnelles préoccupe les administrateurs de la caisse d'épargne. À plusieurs reprises, les « observations sur la statistique » de l'agent général sont publiées à la fin du rapport annuel. Il y justifie les choix effectués quant à la population étudiée. Il est convaincu de l'« autorité irrécusable de la statistique »²⁶, qui doit mettre un terme aux « préjugés enracinés », aux « récriminations faites sur de simples allégations »²⁷.

- 17 En 1841, la caisse parisienne adopte un système de classification définitif, « ingénieusement combiné » selon Charles Dupin²⁸, qui porte uniquement sur les nouveaux déposants. Elle remet ainsi en cause le système suivi précédemment et adopté par le ministre du Commerce. Ce changement est ainsi justifié :

« Vous demandez M. le ministre, aux caisses d'épargne la division par profession en sept classes, de la somme totale due à la fin de l'année par ces établissements. Les caisses se trouvent ainsi appelées à classer par sept leurs registres pour vous transmettre au bout de l'année l'addition totale ; il est facile de comprendre qu'on ne revient pas en arrière sur la dénomination donnée au déposant lors de son premier versement ; cependant ces dénominations éprouvent nécessairement des changements par le laps des années : tel ouvrier devient maître, tel employé cesse de l'être... Néanmoins dans la classification qui vous est présentée l'ouvrier sera toujours ouvrier, le militaire toujours sous les drapeaux, le mineur court le risque de voir prolonger sa minorité. En outre, le résultat de l'année courante demeure confondu dans la masse générale. Il nous a paru, au contraire, que ce mouvement de l'année courante était ce qu'il y avait de plus intéressant dans la statistique, car il indique le mouvement qui s'opère dans la société elle-même et dans ses habitudes : les comparaisons rendues faciles, d'année en année et d'époque en époque, peuvent et pourront offrir plus tard un véritable intérêt, et les renseignements qu'elles présentent seront toujours exacts ».²⁹

- 18 L'ancien système peut, en effet, conduire à des absurdités, faire trouver plus d'ouvriers déposants dans certaines professions qu'on n'y aurait compté d'individus, plus de déposants militaires dans un régiment que de soldats appartenant au corps ou, en particulier, plus de mineurs que d'enfants. Tous ces motifs sont exposés au ministre du Commerce avec l'espoir qu'« avant donc de couvrir notre travail d'une sorte de blâme, avant de se renfermer dans un cadre absolu (dont la loi ne parle pas) à imposer à toutes les caisses du Royaume, peut-être serait-il bon d'examiner les divers systèmes de comptabilité statistique et les inconvénients comme les avantages que peut offrir chacun d'eux »³⁰. Après dix ans de « lutte statistique », le nouveau ministre du Commerce reconnaît le système adopté par la caisse d'épargne de Paris. Il reprend alors les arguments avancés par les responsables de la caisse parisienne :

« La sincérité des renseignements que l'on a pour but d'obtenir exigeait ce changement. En effet, la condition sociale des déposants n'est connue des caisses d'épargne que d'après la déclaration faite au moment du premier versement ; souvent elle vient plus tard à se transformer. Si donc on classe des comptes anciens suivant la profession déclarée à l'époque de leur ouverture, on commet inévitablement de nombreuses inexactitudes. Si l'on se borne, au contraire, à relever d'après la profession des déposants le nombre des livrets ouverts durant l'année et le montant du premier versement qui s'y rapporte, on voit avec certitude dans quelle proportion, pendant le cours de l'exercice, les différentes classes de la population ont respectivement fourni aux caisses d'épargne un contingent de nouveaux déposants. C'est une indication restreinte sans doute, mais précise ; elle

suffit d'ailleurs, car elle permet approximativement d'apprécier dans quelle mesure l'esprit de prévoyance s'est manifesté dans les diverses professions et de pressentir quelle est la part afférente à chacune d'elles sur le solde général dû par les caisses d'épargne, d'après la portion qui leur appartient dans le montant des premiers apports de fonds de l'année ».³¹

- 19 Ce passage à des données en flux pose à l'historien deux problèmes majeurs : l'absence d'une série cohérente sur la période 1835-1881 et l'impossibilité de connaître la composition et le comportement de l'ensemble de la clientèle des caisses d'épargne au cours d'une année, après 1849, ou sur la longue durée. Les rapports ministériels sur les opérations des caisses sont cependant une source importante, car le mouvement des nouveaux livrets constitue l'un des principaux facteurs d'évolution de la répartition des épargnants ; il est possible de relier, sous certaines hypothèses, les données en stock aux données en flux.

2. Évolution des caractéristiques des épargnants

- 20 La diffusion du livret de caisse d'épargne dans la société française au xix^e siècle se fait progressivement : en 1835, 0,4 % de la population possède un livret et le solde moyen par habitant est de 1,91 francs ; en 1867, près de 5 % de la population détient un livret et le solde moyen par habitant est de 15 francs ; en 1881, plus de 11 % de la population possède un livret et le solde moyen par habitant s'élève à 37,18 francs³².

Une clientèle hétérogène

- 21 La clientèle de la caisse d'épargne de Paris (Tableau A en annexe ; Figure 1) est nettement plus populaire que celle des caisses d'épargne provinciales. Elle se distingue en particulier par l'importance de la catégorie « ouvriers », qui représentent plus de la moitié des nouveaux déposants à partir de 1837, et par la part relativement faible « des professions diverses » et des rentiers, oscillant autour de 12 % sous la monarchie de Juillet. L'évolution du plafond de dépôts — fixé à 2 000 francs avec accumulation illimitée des intérêts en 1829 ; 3 000 francs, capital et intérêts compris, en 1835 et 1 500 francs avec accumulation des intérêts jusqu'à 2 000 francs en 1845 — et du taux de l'intérêt servi aux déposants — 5 % jusqu'en 1829 puis entre 3,5 et 4 % jusqu'en 1848 — ne semblent pas avoir d'avoir de grande influence sur la composition sociale de la clientèle parisienne.
- 22 Sur l'ensemble des caisses d'épargne départementales (Tableau 2), la clientèle se caractérise par son hétérogénéité : les classes populaires, auxquelles est principalement destinée l'institution, ne sont pas les seules à la fréquenter. L'afflux des enfants est à souligner : la catégorie « mineurs » forme 17 % de la clientèle sur la période 1835-1847 et elle croît continuellement sur la période suivante — de 14 % des livrets ouverts dans l'année en 1849 à plus de 35 % en 1881³³. La forte progression de cette catégorie au cours de la période d'étude fausse quelque peu les résultats concernant les adultes. Or, ce qui nous intéresse ici, c'est le lien entre les « travailleurs » — plus particulièrement les « pauvres travailleurs » — et l'institution des caisses d'épargne, c'est la pratique de l'épargne chez les adultes qui exercent une profession. S'il est vrai qu'un nombre non négligeable d'enfants et surtout d'adolescents travaille à cette époque, l'ouverture d'un livret de caisse d'épargne pour un mineur est davantage une pratique bourgeoise ou, lorsqu'elle concerne des enfants des classes modestes, des jeunes ouvriers et artisans, elle est souvent soumise à une condition stipulée par le donateur du livret d'épargne, ce n'est pas une épargne « spontanée »³⁴. C'est pourquoi les « mineurs » et les « sociétés de secours mutuels » (elles ne représentent que 0,1 % des livrets) ont été retirés des effectifs présentés ici.

Figure 1. Évolution de la clientèle de la caisse d'épargne de Paris, 1818-1849

- 23 Jusqu'en 1876 et hormis les années 1847 et 1849, les « ouvriers » ont toujours été majoritaires dans la clientèle des caisses d'épargne : sur l'ensemble de la période, ils forment plus du tiers des nouveaux déposants et, entre 1856 et 1875, plus de 40 % (Tableau B en Annexe ; Figure 2). Après une évolution ascendante au cours de la décennie 1849-1858, la part des « ouvriers » stagne jusqu'en 1866, puis régresse. Les « professions diverses » regroupent entre plus du quart et près du tiers de la nouvelle clientèle. L'évolution de cette catégorie est ascendante sur la période 1835-1847.

Figure 2. Répartition socioprofessionnelle des nouveaux déposants et de leur premier dépôt dans l'ensemble des caisses d'épargne, 1849-1881

- 24 À la fin de la période d'étude, ce que l'on peut considérer comme les catégories les plus aisées de la clientèle — la part de leur premier dépôt dans l'ensemble des livrets et le solde moyen de leur livret le confirment (Tableau C en Annexe ; Figure 3 et Tableau 3) — ont rattrapé les « ouvriers », parmi les nouveaux déposants. À l'inverse, les domestiques sont de moins en moins nombreux : après avoir constitué le quart de la clientèle des caisses d'épargne, ils n'en représentent plus que 15 % en 1880. Les employés sont minoritaires dans la clientèle, ils ne forment qu'entre 5 et 6,5 % des nouveaux déposants.

Figure 3. Montant moyen du premier versement (en francs) par catégorie socioprofessionnelle (ensemble des caisses d'épargne), 1849-1881

- 25 Les données rendent possible un croisement entre la profession et le montant moyen du premier versement et le solde moyen par livret (Tableau 3) ; il est, en revanche, impossible de connaître la médiane du premier versement, ni le solde médian. De surcroît, en l'absence de séries pour chaque année des premiers versements avant 1849 et des soldes pour chaque livret après 1849, il n'est pas possible de calculer des valeurs de dispersion qui pourraient résumer l'ensemble des distributions pour chaque année.
- 26 Tout au long de la période, la moyenne du premier versement est assez élevée, même pour les ouvriers et les domestiques. Si l'on excepte les militaires et marins, dont l'importance du premier dépôt et du solde moyen est due au prix de remplacement que les militaires déposaient dans les caisses d'épargne et aux soldes reçues par les marins à leur retour³⁵ (le « pic » en 1854 et en 1855 correspond aux soldes versées pendant la guerre de Crimée), ce sont les « professions diverses » qui versent les sommes les plus importantes. Il y a un écart de près de 60 francs entre le premier dépôt moyen d'un déposant « ouvrier » et celui d'un déposant « professions diverses » ; et un écart de 200 francs entre le solde moyen d'un livret « ouvrier » et celui d'un livret « professions diverses ».

Tableau 3. Solde moyen des livrets par catégorie socioprofessionnelle dans les caisses d'épargne (Paris non comprise), 1835-1847

<i>Années</i>	<i>Ouvriers</i>	<i>Domestiques</i>	<i>Employés</i>	<i>Militaires et marins</i>	<i>Professions diverses</i>	<i>Mineurs</i>	<i>Sociétés de secours mutuels</i>	<i>Ensemble des livrets</i>
1835	410,0	377,1	678,1	614,8	601,1	236,3	700,4	436,3
1836	449,9	411,2	687,7	667,6	657,2	255,2	747,0	473,8
1837	438,6	420,1	631,9	692,3	657,9	250,1	817,9	468,4
1838	464,4	447,7	658,6	727,8	710,2	263,1	883,0	500,7
1839	481,3	460,3	670,5	741,3	714,5	274,6	916,2	511,8
1840	492,0	471,7	651,2	788,7	701,2	284,4	979,9	524,1
1841	526,5	487,3	571,0	872,0	748,5	316,8	1 062,9	558,5
1842	555,6	502,4	617,2	881,7	783,6	333,4	1 110,0	583,1
1843	548,5	513,4	661,0	869,0	802,6	346,9	1 127,7	593,0
1844	554,3	520,8	682,0	853,8	812,9	366,6	964,8	602,6
1845								
1846	503,7	484,6	594,2	704,0	686,6	337,2	1 181,1	534,2
1847	477,9	463,7	574,0	659,7	630,9	326,5	1 226,2	502,7

- 27 Sachant que pour l'ensemble des régions françaises, les salaires journaliers masculins industriels varient en moyenne de 1,41 francs à 3,07 francs sous la monarchie de Juillet et de 1,82 francs à 3,33 francs sous le Second Empire³⁶, on peut considérer que la somme de 500 francs représente plus de 305 jours de travail d'un ouvrier normand et près de 163 jours d'un ouvrier parisien. On a donc déterminé deux classes : les livrets de moins de 500 francs (les « petits livrets ») et ceux de 501 francs et plus (les « gros livrets »)³⁷. C'est au prix de nombreuses journées de travail et de sacrifices sur plusieurs années qu'un modeste travailleur pouvait atteindre une épargne de 500 francs.
- 28 Les pourcentages du nombre de livrets de chaque classe ont assez peu varié sur la période 1848-1881, exceptées les années 1849 et 1852-1853 (Tableau D en Annexe ; Figure 4). En général, les livrets de moins de 500 francs ont représenté plus de 70 % du nombre des livrets restants au 31 décembre de chaque année. Sur les dix années qui précèdent la période 1848-1881, on constate, en revanche, une baisse de plus de dix points de la part des petits livrets : ils passent de plus de 71 % de l'ensemble des livrets en 1835 à 61 % en 1844. Cette évolution est liée à l'augmentation du dépôt maximum autorisé par livret par la loi de 1835, puis à sa diminution par la loi de 1845. La répartition entre petits et gros livrets est complètement inversée si l'on considère non plus le pourcentage du nombre de livrets, mais celui du capital. La part des petits livrets dans le capital passe de près de 30 % en 1835 à 18 % en 1844. Au cours de la période suivante, elle augmente en revanche et se maintient à plus de 30 % de 1852 à 1879. La part des gros livrets dans le capital détenu par les caisses d'épargne est donc considérable.

Figure 4. Répartition des « petits » et des « gros » livrets dans l'ensemble des caisses d'épargne, 1835-1881

- 29 L'importance numérique des petits livrets et de leur moindre poids dans l'ensemble des dépôts semblent montrer que les caisses d'épargne ont bien réussi à drainer les petits dépôts, « les modestes économies », mais que c'est une prévoyance à court terme — pour les besoins immédiats — et non à long terme — pour garantir les vieux jours — qu'offre l'institution. Avant d'approfondir cette interprétation, il faut souligner les inégalités départementales très fortes que cachent les statistiques élaborées au niveau national.

Une clientèle plus modeste au nord et plus riche au sud

Figure 5. Nombre de livrets de caisses d'épargne pour 1 000 habitants par département

- 30 La diffusion du livret d'épargne est plus importante au nord qu'au sud de la France³⁸, du fait en partie de l'antériorité des caisses d'épargne implantées dans le Nord (Figure 5). La structure de leur réseau épouse aussi les réalités du développement économique-urbain de la France — la majorité des zones rurales sont dépourvues de guichets d'épargne — tout en dépendant de l'initiative des populations locales³⁹. Alors qu'en 1845, quatre départements du sud (Rhône, Gironde, Bouches-du-Rhône et Var) appartenaient au plus haut quintile de la distribution, ils ne sont plus que deux en 1880 (Rhône et Hérault). Les zones d'implantation principale de l'institution occupent au nord presque tout l'espace, du Bassin parisien à l'Est lorrain. À l'exception de la Haute-Saône en 1845 et d'une partie de la Bretagne (Côtes-du-Nord et Morbihan) en 1880, les départements les moins épargnants — du moins dans les caisses — se trouvent tous au sud.

Figure 6. Solde moyen de chaque livret par département

- 31 Cette opposition nord/sud est inversée pour l'évolution du solde moyen par livret, surtout en 1880 (Figure 6) : huit départements du sud contre onze du nord appartiennent au plus bas quintile de la distribution et seulement quatre départements du nord contre douze dans le Sud (dont la Corse et le Massif central) au plus haut quintile. Ainsi, le nombre de livrets pour 1 000 habitants est plus important dans les départements du nord, mais le solde moyen par livret est plus élevé dans ceux du sud : la clientèle des seconds est donc plus riche (ou plus épargnante ?).

Figure 7. Solde d'épargne par habitant et par département

- 32 La prise en compte du solde par habitant confirme ces résultats (Figure 7). De nouveau, ce sont les départements du nord qui, en grande majorité, appartiennent au plus haut quintile de notre distribution et ceux du Sud qui appartiennent au plus bas quintile. Ainsi, l'enrichissement constaté au nord par un solde moyen par habitant plus élevé qu'au sud toucherait davantage une clientèle modeste détentrice d'un solde moyen par livret peu élevé. Les caisses d'épargne du nord touchent donc une population plus importante que celles du sud mais leur clientèle épargne moins, dans l'ensemble. Est-ce par manque de « bonnes habitudes » ou du fait de l'impossibilité d'épargner plus, tant les salaires sont faibles ? La clientèle de quelques caisses d'épargne implantées dans le Sud semble plus riche, car plus épargnante. Prendre en compte sa répartition socioprofessionnelle permet d'aller plus loin sur ce point (Figures 8 et 9).
- 33 La répartition des nouveaux livrets ouverts par des ouvriers ne correspond pas exactement à la localisation départementale de l'industrie⁴⁰. En 1845, parmi les 18 départements qui appartiennent aux deux classes qui comptent le plus d'ouvriers parmi l'ensemble des déposants adultes (entre 37 et 56 %), il n'est pas étonnant de trouver le Rhône, la Loire, la Seine-Inférieure, la Loire-Inférieure, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Vienne, l'Aube et la Moselle, départements où la concentration de l'emploi ouvrier dans l'industrie est très importante. En revanche, les départements du Nord, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, où l'emploi d'ouvriers dans l'industrie est pourtant très développé, ne font pas partie de ceux où la proportion d'ouvriers parmi la clientèle des caisses d'épargne est la plus importante, alors que les départements de la Seine-et-Marne, de la Creuse et de la Corrèze appartiennent aux deux dernières classes. Les disparités des salaires masculins industriels d'une région à l'autre peuvent expliquer la sous-représentation des ouvriers parmi la clientèle des caisses d'épargne dans des départements très industrialisés. L'Alsace et surtout le Nord sont des régions où les

salaires des ouvriers de l'industrie sont parmi les plus faibles au XIX^e siècle : le salaire journalier moyen est inférieur à 84 centimes dans le Nord et est compris entre 1,32 francs et 1,46 francs en Alsace en 1852 alors que dans certaines régions comme la Provence, la Haute-Normandie, la Champagne-Ardenne ou l'Île-de-France, il est, à la même époque, supérieur à 2 francs.

- 34 En 1880, parmi les départements où l'emploi industriel est très concentré, seule la Seine conserve une sur-représentation des ouvriers parmi les nouveaux livrets de caisse d'épargne. La carte de la répartition des livrets ouvriers ne ressemble guère à celle de l'industrialisation, qui se caractérise alors par une France industrielle à l'est de la ligne Le Havre-Marseille et une désindustrialisation de l'Ouest et du Midi.

Figure 8. Poids de la clientèle « ouvriers » des caisses d'épargne⁴¹

- 35 La répartition des livrets appartenant aux « professions diverses » (Figure 9) montre d'abord que la clientèle provinciale est beaucoup plus bourgeoise que la clientèle parisienne. En 1845, les rentiers et les « professions diverses » forment 10 % des nouveaux déposants de la caisse d'épargne de Paris (Tableau A en Annexe) ; à la même époque, dans les caisses d'épargne provinciales, plus de 31 % des livrets d'adultes appartiennent à la catégorie « professions diverses » (Tableau 2). Si l'on ajoute les livrets appartenant aux mineurs, relevant pour la plupart des classes aisées, près de la moitié des déposants des caisses d'épargne seraient issus de la bourgeoisie provinciale. En 1880, la Seine appartient à la classe où le pourcentage des livrets d'adultes appartenant aux professions diverses est le plus faible (moins de 17 %), s'opposant ainsi à la majorité des départements répartis dans les trois dernières classes.

Figure 9. Poids de la clientèle « professions diverses » des caisses d'épargne⁴²

- 36 Ces données confirment aussi que la clientèle des caisses d'épargne du sud est plus riche que celle du nord. Ce caractère « bourgeois » de la clientèle du sud s'affirme dans le temps. Une analyse plus fine, département par département, et surtout caisse par caisse (mais une telle étude n'est possible que jusqu'en 1847), révèle que certaines se spécialisent dans des clientèles différentes socialement et que l'ancienneté des caisses a une légère influence sur la composition de la clientèle, en particulier sur celle des caisses d'épargne implantées en zone rurale, où la venue des « agriculteurs » est souvent tardive⁴³.

3. Le livret de caisse d'épargne : populaire ou bourgeois ?

- 37 Les débats parlementaires sur la réforme des caisses d'épargne dans les années 1872-1881 révèlent l'inadéquation entre la clientèle visée dans le projet originel (les catégories modestes) et la clientèle effective. Plusieurs députés constatent qu'il y a « deux sortes de déposants » : « les déposants nécessiteux » et « les déposants aisés »⁴⁴. Ils proposent une utilisation sociale différente des caisses d'épargne.

Les limites de l'épargne populaire individuelle

- 38 C'est sous le Second Empire, en particulier au cours de la décennie 1850-1860, que la mission d'épargne populaire de l'institution des caisses d'épargne a été le mieux remplie selon les données étudiées ici, puisque plus de 40 % des livrets ouverts par des adultes appartiennent alors à la catégorie « ouvriers », les petits livrets représentant les trois quarts de l'ensemble des livrets et plus du tiers de l'ensemble des crédits. Cette épargne populaire provient bien des ouvriers et non des autres catégories modestes que sont les domestiques, voire les employés, puisque leur part respective baisse fortement ou est peu importante.
- 39 Ce recul des domestiques dans la clientèle des caisses d'épargne au cours de la période 1835-1881 ne correspond pas à leur recul dans la population active. En effet, celui-ci a

lieu à la fin du siècle pour les hommes, mais pas du tout pour les femmes, pour lesquelles il est bien plus tardif. Le surpeuplement rural et le souci de confort de la bourgeoisie favorisent l'essor de la domesticité. L'apogée de celle-ci dans la société française se situe au début des années 1880 et ce n'est qu'à partir de 1886 que s'amorce son déclin⁴⁵. La désaffection des domestiques pour les caisses d'épargne peut s'expliquer par un découragement des bonnes qui ont alors cessé d'épargner ou par la recherche de placements plus avantageux. Certains domestiques confient, en effet, leurs économies aux personnes qui les emploient et qui se chargent de les placer, le plus souvent chez les notaires.

- 40 Quant aux employés, leur sous-représentation dans la clientèle adulte des caisses d'épargne, en particulier dans celles implantées dans des grandes villes, est en contradiction avec l'accroissement de leur nombre dans la population active pendant la seconde moitié du xixe siècle. C'est au milieu des années 1860 que le nombre des employés connaît une première croissance. Or, au cours des années 1863-1870, la part des nouveaux livrets ouverts par des employés baisse : elle passe à moins de 6 %. En 1881, leur part au sein des nouveaux déposants adultes demeure inférieure de plus d'un point et demi à leur poids dans la population active⁴⁶. S'il est vrai que la hausse des salaires des employés est très lente au cours du xix^e siècle, le traitement annuel de quelques catégories de fonctionnaires (chef de bureau et garçon de bureau) est nettement plus élevé que le salaire moyen ouvrier : en 1820 et 1860, celui d'un garçon de bureau vaut deux fois le salaire moyen annuel de l'ouvrier et celui d'un chef de bureau entre 5 et 15 fois⁴⁷. L'indifférence des employés envers les caisses d'épargne est liée d'une part à leur consommation, d'autre part à leur attirance pour d'autres placements financiers. Une partie importante du budget des employés est consacrée au vêtement, à l'éducation des enfants, à l'information et à la culture, indispensables pour assurer leur intégration au sein des classes moyennes. Ceux qui parviennent à constituer une épargne investissent dans les obligations de chemin de fer, les obligations des villes et du Crédit foncier⁴⁸ ou se dirigent vers d'autres structures de prévoyance comme les mutuelles.
- 41 Sur l'ensemble de la période, la part des ouvriers au sein des nouveaux déposants est nettement supérieure à leur part dans la société, mais on constate que dans le dernier quart du siècle, ils sont moins nombreux à ouvrir un livret de caisse d'épargne alors que leur part augmente dans la population totale : entre 1866 et 1881, la part des ouvriers dans la population active passe de 19 % à 21 % — soit respectivement 9 % et 10 % de la population totale — alors que celle dans la nouvelle clientèle des caisses d'épargne passe de 43 % à 35 %. On a également noté la sous-représentation des livrets appartenant aux ouvriers et surtout leur recul en 1880 dans les départements les plus industrialisés. L'importance relative des livrets appartenant aux ouvriers dans les départements faiblement industrialisés incite, en revanche, à penser que les caisses d'épargne ont réussi à drainer les économies des ouvriers agricoles, ce qui est confirmé par l'abondante correspondance des caisses départementales avec celle de Paris.
- 42 Incontestablement, les ouvriers, quoique plus nombreux, épargnent moins. Cela peut paraître contradictoire avec la forte progression du salaire nominal et du salaire réel entre 1840 et 1914⁴⁹. L'irrégularité de l'embauche et l'importance du chômage, en particulier au cours du ralentissement économique de 1866-1881, dégradent néanmoins fortement les conditions de vie d'une partie importante de la population ouvrière et l'empêchent d'épargner. De surcroît, dans les villes, le mouvement des prix et les

nouvelles habitudes alimentaires (consommation de viande, de café) provoquent un renchérissement des dépenses de nourriture qui représentent 80 % du budget ouvrier. La diversification des consommations n'est donc acquise qu'au prix d'une réduction de l'épargne, lorsque celle-ci est possible.

- 43 L'instabilité des revenus, par ailleurs insuffisants, ne permet guère à l'ouvrier d'épargner, si ce n'est au prix de sacrifices drastiques. Si l'on compare les budgets ouvriers établis par Le Play à la moyenne du premier versement pour les déposants ouvriers au cours de la période 1849-1881 (Tableau C en Annexe), qui dépasse 185 francs et souvent 200 francs, on reste perplexe quant à la définition de la catégorie « ouvrier » de la grille statistique. En effet, selon ces budgets, dans les années 1850, à Mulhouse, un fileur sur *mule-jenny* avec un salaire mensuel de 70 francs, un des meilleurs de la filature de coton, avec quatre enfants dépense 110 francs, et a donc un déficit annuel de 480 francs. À Pfulstadt, près de Mulhouse, un plieur dans l'indiennage gagne 48 francs par mois, 72 francs avec sa femme, et il leur manque 6 francs par mois pour être en équilibre. Certaines situations ouvrières sont, cependant, propices à une petite épargne. Elles sont liées en premier lieu au rapport entre le niveau et la constance du revenu et la consommation de la communauté familiale et en second lieu au rapport entre le nombre de travailleurs et celui des consommateurs⁵⁰. Le niveau de vie et la possibilité d'épargner sont liés au cycle de vie : les débuts de la vie du couple avec des enfants en bas âge et surtout la vieillesse sont deux moments difficiles où l'épargne est impossible. Elle doit donc être faite en prévision de ces moments : le jeune ouvrier célibataire doit épargner afin de subvenir aux futurs besoins de sa famille et la famille ouvrière, passées les naissances et les premières années des enfants, doit épargner pour la vieillesse. L'étude du solde moyen par livret révèle une forte dissymétrie entre le nombre et le montant des livrets et témoigne de l'échec relatif des caisses d'épargne en matière de prévoyance à long terme — « pour garantir la vieillesse » — des classes populaires. En effet, si plus de 70 % des livrets peuvent être considérés comme « petits », c'est-à-dire d'un montant inférieur ou égal à 500 francs, répondant ainsi au but originel des caisses d'épargne — « recueillir les petites épargnes » —, ces petits livrets représentent moins de 30 % de l'ensemble du capital des livrets. Pour la grande majorité des milliers puis des millions de livrets ouverts dans les caisses d'épargne, le solde moyen ne dépasse pas 180 francs sous la monarchie de Juillet, 140 francs sous le Second Empire et 115 francs dans les premières années de la Troisième République. Ce ne sont pas des sommes aussi minimes qui peuvent assurer une prévoyance complète sur le cycle de vie, c'est-à-dire pour assurer le financement de la maladie, de la famille, du chômage, de l'accident et de la retraite.

- 44 Cette représentation du cycle de vie/épargne est loin d'être réalisée par la grande masse des ouvriers. Nous l'avons dit, *L'Atelier* ironise sur les bienfaits d'une épargne à laquelle la plupart des ouvriers n'ont pas accès et qu'on leur présente comme la solution de tous leurs maux. À la même époque, Émile Buret conteste l'efficacité sociale des caisses d'épargne⁵¹ et le baron de Gérando, bien que grand partisan des caisses dès leur fondation, a conscience que cette institution, contrairement au projet originel, n'est pas « le moyen infaillible et absolu de prévenir toutes les misères »⁵², qu'elle peut lutter contre la pauvreté, mais non contre l'indigence, car seuls certains salariés « aisés » peuvent pratiquer l'épargne. L'insuffisance des caisses d'épargne en matière de prévoyance complète sur le cycle de vie, et donc l'échec de la prévoyance par l'épargne individuelle non obligatoire pour les classes démunies conduit de nombreux contemporains à se tourner vers la prévoyance collective des sociétés de secours

mutuels. La législation restrictive du plafond des livrets de caisses d'épargne amorcée en 1845 (il passe de 3 000 à 1 500 francs, puis à 1 000 francs, capital et intérêt compris, en 1851), le développement de la mutualité dans la seconde moitié du xix^e siècle et la création de la Caisse des retraites pour la vieillesse par la loi du 18 juin 1850 fixent le rôle des caisses d'épargne : initier les salariés à l'épargne et permettre une prévoyance à court terme pour les besoins immédiats. Ce rôle est moins ambitieux que celui initialement prévu. Pour une prévoyance à long terme, les sociétés de secours mutuels et la caisse des retraites doivent prendre le relais.

Un nouveau débouché pour l'épargne bourgeoise

- 45 La place de la catégorie des « professions diverses » dans la clientèle des caisses d'épargne est révélatrice d'un comportement spéculatif. La poussée de cette catégorie dans les années 1842-1849 est à mettre en relation avec la déception des petits capitalistes, en particulier provinciaux, devant les mouvements hasardeux de la rente. Le livret de caisse d'épargne représente alors un placement intéressant : les fonds sont garantis par l'État, rémunérés à 4 %, ils peuvent être retirés à tout moment et le maximum autorisé par versement est passé, en 1835, de 50 à 300 francs et par livret de 2 000 à 3 000 francs. Le baron de Gérando constate alors que « depuis que le maximum des dépôts a été élevé à 300 francs par versement, on voit se présenter une classe de rentiers et de propriétaires dont le plus grand nombre verse le maximum »⁵³. La bourgeoisie provinciale s'est tournée vers les caisses d'épargne, qui lui offrent un débouché nouveau pour ses économies, beaucoup plus proche et moins hasardeux que les opérations boursières sur la place de Paris ou même à la succursale bancaire la moins éloignée⁵⁴. Par exemple, des études locales montrent qu'à Marseille la caisse d'épargne est « la banque de la petite propriété »⁵⁵ et que les caisses d'épargne sont d'abord des banques pour les couches moyennes et aisées de la société alsacienne⁵⁶. Sous le Second Empire, plusieurs administrateurs de caisses ne souhaitent pas, à l'instar de ceux de Clermont-Ferrand, que le maximum autorisé par livret soit à nouveau porté à 3 000 francs :

« Un père de famille, avec son livret, celui de sa femme et d'un ou deux enfants peut se constituer un dépôt de 2, 3 et 4 000 francs, que serait-ce avec la limite élevée à 3 000 francs ? Nous aurions des déposants créateurs de 6, 9, 12 000 francs. Telle n'est pas la destination des caisses d'épargne : leur utilité réside dans la modicité même de la somme qu'elles doivent faire fructifier ; leurs clients préférés sont les petits déposants, et leurs directeurs ont plus de plaisir à signer cent versements de 10 francs, qu'un dépôt de 1 000 francs »⁵⁷.

- 46 La variation du poids des « professions diverses » dans la clientèle des caisses d'épargne sur la période 1849-1881 peut ainsi être rapprochée des fluctuations des offres du marché financier. En effet, leur recul dans la décennie 1850-1860 est à mettre en relation avec la législation restrictive (lois du 30 juin 1851 et du 7 mai 1853 qui réduisent le maximum autorisé par livret à 1 000 francs, capital et intérêts compris, et abaissent le taux d'intérêt à 3,5 %). Parallèlement, de nombreux emprunts publics, nettement mieux rémunérés qu'un livret de caisse d'épargne, sont lancés par l'État et attirent les détenteurs de capitaux⁵⁸. Les variations des plafonds de dépôt influencent les déposants des caisses d'épargne, puisque c'est en 1835-1845, quand le plafond est le plus élevé (3 000 francs), que le taux annuel moyen de croissance des livrets et des dépôts est le plus fort, et c'est en 1853-1870, quand le maximum par livret est réduit à 1 000 francs, qu'il est le plus faible⁵⁹. Ce sont essentiellement les déposants aisés qui « entrent » ou « sortent » à cause des variations des plafonds de dépôt. Alors que la part

des « professions diverses » baisse entre 1850 et 1858, celle des ouvriers au sein des nouveaux déposants adultes connaît un mouvement inverse : elle passe de 33 % à plus de 43 %. Ainsi, le maintien du caractère populaire de l'institution paraît être surtout le résultat des limites imposées par la législation : « l'abaissement du taux de l'intérêt a bien éloigné quelques déposants aisés, mais les ouvriers des campagnes, les domestiques, les employés et les petits rentiers continuent à confier leurs économies à la caisse d'épargne »⁶⁰ constate l'administration de la caisse d'épargne de Chaumont-sur-Marne en 1854. Tout se passe comme si les caisses d'épargne avaient été forcées de conserver des déposants modestes face à la désaffection des porteurs de capitaux, comme l'indique le président de la caisse d'épargne de Saint-Quentin en 1864 :

« La clientèle des caisses d'épargne est aujourd'hui formée. Le capitaliste, que l'on a souvent éloigné en restreignant et en fractionnant les dépôts, trouve dans la rente, dans les obligations des chemins de fer et du crédit foncier, et dans les autres valeurs publiques, des placements lucratifs qui l'éloignent des caisses d'épargne plus sûrement que les mesures restrictives que l'on a cru devoir prendre dans d'autres circonstances et qu'il serait bon de ne pas maintenir lorsqu'elles n'offrent plus aucun avantage réel et sont une très grande gêne pour les déposants des campagnes ».⁶¹

- 47 Les caisses d'épargne forment donc aux placements financiers, qui peuvent ouvrir d'autres horizons pour la constitution d'un capital plus conséquent. Elles deviennent une étape privilégiée dans l'accroissement du capital de la petite et moyenne bourgeoisie. Le livret de caisse d'épargne complète aussi une stratégie de placement. Les contemporains ont bien conscience de cette fonction de l'institution. Nombreux sont les directeurs et administrateurs de caisses d'épargne à considérer l'institution comme un abri momentané pour des capitaux à la recherche d'une meilleure rentabilité ; c'est pourquoi le thème de la concurrence (emprunts publics, banques de dépôt) revient si souvent dans les rapports annuels. La littérature mentionne également cette fonction des caisses d'épargne. Sous le Second Empire, Flaubert fait le portrait d'un modeste médecin de campagne, Charles Bovary, qui dépose ses économies à la caisse d'épargne afin de se constituer un petit capital, qu'il placera ensuite à un meilleur rendement (en actions) pour assurer l'avenir de sa fille Berthe :

« Il faudra la mettre en pension, cela coûterait beaucoup ; comment faire ? Alors il réfléchissait. Il pensait à louer une petite ferme aux environs et qu'il surveillerait lui-même, tous les matins, en allant voir ses malades. Il en économiserait le revenu, il le placerait à la caisse d'épargne, ensuite il achèterait des actions, quelque part, n'importe où d'ailleurs, la clientèle augmenterait ; il y comptait, car il voulait que Berthe fût bien élevée, qu'elle eût des talents, qu'elle apprît le piano ».⁶²

- 48 L'attitude de l'administration des caisses d'épargne devant l'importance des « professions diverses » dans la clientèle est souvent ambiguë et loin d'être unanime. Si certains dénoncent cette épargne de placement pour la petite et moyenne bourgeoisie, d'autres la considèrent comme nécessaire à la survie des caisses, car ils estiment que les gros comptes permettent de dégager des bénéfices et donc d'assurer l'équilibre financier de l'institution. Cette idée est reprise par certains parlementaires dans les années 1872-1881 pour justifier l'élévation du montant maximum autorisé par livret. Selon eux, elle seule peut permettre aux caisses d'épargne de faire face aux dépenses générées par la gestion des petits comptes, c'est-à-dire ceux qui appartiennent aux « déposants nécessiteux, [aux] ouvriers qui gagnent peu » :

« Il faut bien le dire, ces déposants-là sont ceux qui coûtent le plus cher à la caisse d'épargne ; ils vont et viennent sans cesse ; à chaque instant ce sont des écritures,

des demandes de remboursement (...). Avec la limitation actuelle, avec le maximum de 1 000 F vous n'avez plus que ces déposants-là ».⁶³

- 49 De plus, ils constatent que la limite de 1 000 francs (l'équivalent de plus d'un an de salaire ouvrier) ne correspond plus aux « intentions du petit industriel, du petit commerçant, du père de famille qui, pour les besoins d'une maison nombreuse, veut avoir recours à des économies toujours disponibles » et que si « elle devait être maintenue longtemps encore (...) certaines catégories de déposants viendraient à disparaître »⁶⁴.
- 50 Il n'est donc plus question de l'ouvrier laborieux et de ses petites économies mais de commerçants, d'artisans et de petits entrepreneurs qui forment le tissu économique de la France rurale. Cette évolution montre l'adaptation de l'institution à de nouvelles réalités économiques et sociales et surtout révèle la déviation par rapport au rôle philanthropique des caisses d'épargne. Ainsi, elles doivent pallier un système bancaire encore peu développé. Elles doivent avoir d'autres finalités que la seule fonction de promotion sociale ou de résolution de la question sociale : elles s'affirment progressivement comme établissements de crédit.
- 51 Dans un siècle où ni la Sécurité sociale, ni les retraites n'existent, épargner est une nécessité vitale, puisque le travail, sur lequel se fonde pourtant le nouvel ordre social issu des Lumières et de la Révolution française, reste livré aux aléas et aux rigueurs du marché. L'épargne apparaît comme le seul moyen de pallier l'absence d'un système de protection sociale et de freiner la mendicité. Les objectifs qui prévalent lors de la création des caisses d'épargne sont d'abord des objectifs sociaux. La première loi sur les caisses d'épargne, adoptée le 5 juin 1835, est la première législation à caractère social de la monarchie de Juillet ; elle est, d'une certaine façon, la première pierre d'une politique sociale de l'État. L'épargne est la seule forme de prévoyance qui suscite l'assentiment général des libéraux, qu'ils soient philanthropes et adeptes d'une garantie sociale et d'un système préventif ou malthusiens promoteurs d'une autoprotection sans aucune intervention étatique.
- 52 Les statistiques sur les déposants des caisses d'épargne et leurs dépôts, publiées chaque année par le ministre du Commerce, permettent une forme de mesure de l'efficacité sociale de l'institution. Cette mesure est néanmoins limitée : les catégories socioprofessionnelles retenues sont imprécises et variables d'une caisse à l'autre. On peut toutefois conclure que les modestes travailleurs, les ouvriers en particulier, ne sont pas les seuls à se rendre à la caisse d'épargne. À la fin de la période étudiée, les « professions diverses » sont majoritaires parmi les nouveaux déposants adultes. Par rapport au projet d'origine, il y a eu reconversion de l'institution : on est passé d'une épargne de précaution pour les modestes travailleurs à une épargne de placement pour les classes intermédiaires. Le recul des ouvriers au sein de la clientèle des caisses d'épargne, alors que leur importance s'affirme dans la société française, révèle l'échec de l'épargne individuelle non obligatoire comme moyen de résolution de la question sociale. Cet échec s'inscrit dans le contexte plus vaste de la construction d'une politique sociale de l'État, face aux insuffisances de l'économie sociale libérale.

Tableau A. Répartition socioprofessionnelle des déposants⁶⁵ de la caisse d'épargne de Paris, 1818-1849

Année	Ouvriers %		Domestiques %		Employés %		Militaires et marins %		Professions diverses %		Total effectif adultes	
	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits*
1849	29,8	26,0	23,5	17,4	6,3	7,0	10,1	19,1	30,2	30,5	162 461	23,61
1850	33,2	30,5	19,8	16,7	5,9	6,4	8,1	12,7	32,9	33,7	134 400	23,78
1851	36,1	32,5	21,4	16,6	6,4	6,1	7,5	11,5	28,6	33,2	100 589	21,41
1852	38,3	35,2	21,1	17,2	6,0	6,0	5,2	7,4	29,4	34,3	180 702	40,44
1853	36,7	33,6	20,8	16,5	6,1	5,8	5,4	8,1	30,9	36,0	170 908	36,91
1854	35,8	27,0	21,6	13,2	6,3	4,6	10,3	29,9	26,0	25,2	121 894	31,30
1855	37,3	26,1	21,7	12,6	5,9	4,0	10,1	34,1	25,1	23,1	131 008	35,58
1856	40,3	38,1	21,5	16,8	6,6	5,8	6,1	8,3	25,5	31,0	147 478	29,82
1857	42,3	41,2	21,6	17,4	6,2	5,8	4,7	4,4	25,2	31,2	140 164	27,20
1858	43,1	42,1	21,0	16,8	6,5	6,0	4,3	3,8	25,1	31,3	149 757	29,69
1859	42,8	41,4	20,3	16,1	6,0	5,6	4,4	4,9	26,5	32,0	166 133	33,12
1860	41,7	39,9	20,3	16,0	5,8	5,2	5,3	6,8	26,9	32,1	184 709	38,05
1861	40,7	38,7	20,4	16,1	6,2	5,1	5,9	8,1	26,8	32,0	188 169	38,92
1862	40,5	38,5	20,4	16,2	6,5	5,6	5,4	7,2	27,1	32,6	185 066	37,38
1863	42,2	40,0	20,0	15,8	5,9	5,4	3,9	4,5	28,0	34,2	197 411	39,19
1864	43,1	41,0	19,6	15,5	5,7	5,4	3,6	3,8	27,9	34,3	197 273	38,86
1865	43,1	40,5	19,4	15,6	5,4	4,8	3,8	4,2	28,3	35,0	206 956	40,61
1866	42,7	40,3	18,9	15,0	5,3	4,9	3,6	3,9	29,5	35,9	219 249	43,35
1867	41,1	37,8	19,5	15,8	5,4	5,0	3,7	4,5	30,2	36,9	220 567	44,78
1868	40,2	37,2	18,9	15,0	5,5	4,9	3,6	4,7	31,7	38,1	243 686	51,54
1869	40,2	37,8	18,0	14,2	5,4	4,8	3,2	4,2	33,2	39,0	277 966	59,29
1870-1871												
1872	41,9	43,2	19,3	13,7	5,8	4,7	4,4	7,2	28,7	31,1	159 827	37,16
1873	41,0	38,9	19,1	15,0	5,5	4,8	3,3	3,9	31,1	37,4	185 075	38,92
1874	40,7	38,8	18,6	14,7	5,9	5,0	3,4	3,2	31,5	38,3	202 803	41,58
1875	41,2	39,3	17,4	13,6	5,6	5,0	3,0	2,7	32,9	39,4	247 821	52,53
1876	39,3	37,3	16,9	13,4	5,7	5,2	2,7	2,3	35,4	41,8	291 941	63,82
1877	37,0	34,7	16,9	13,3	5,9	5,1	2,9	2,2	37,3	44,7	293 161	65,69
1878	35,2	33,3	16,3	12,9	6,4	5,9	3,0	2,5	39,2	45,4	341 719	79,68
1879	31,0	31,4	13,9	11,9	5,8	5,7	2,6	2,2	46,7	48,8	415 183	89,08
1880	34,9	31,7	15,5	11,7	6,3	5,5	3,0	2,2	40,4	49,0	376 122	90,96
1881	35,4	32,6	15,7	12,0	6,6	5,8	2,8	2,1	39,5	47,5	393 399	93,16

Tableau B. Répartition socioprofessionnelle des nouveaux déposants et de leur premier dépôt dans l'ensemble des caisses d'épargne, 1849-1881

Année	Ouvriers %		Domestiques %		Employés %		Militaires et marins %		Professions diverses %		Total effectif adultes	
	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits	livrets	crédits*
1849	29,8	26,0	23,5	17,4	6,3	7,0	10,1	19,1	30,2	30,5	162 461	23,61
1850	33,2	30,5	19,8	16,7	5,9	6,4	8,1	12,7	32,9	33,7	134 400	23,78
1851	36,1	32,5	21,4	16,6	6,4	6,1	7,5	11,5	28,6	33,2	100 589	21,41
1852	38,3	35,2	21,1	17,2	6,0	6,0	5,2	7,4	29,4	34,3	180 702	40,44
1853	36,7	33,6	20,8	16,5	6,1	5,8	5,4	8,1	30,9	36,0	170 908	36,91
1854	35,8	27,0	21,6	13,2	6,3	4,6	10,3	29,9	26,0	25,2	121 894	31,30
1855	37,3	26,1	21,7	12,6	5,9	4,0	10,1	34,1	25,1	23,1	131 008	35,58
1856	40,3	38,1	21,5	16,8	6,6	5,8	6,1	8,3	25,5	31,0	147 478	29,82
1857	42,3	41,2	21,6	17,4	6,2	5,8	4,7	4,4	25,2	31,2	140 164	27,20
1858	43,1	42,1	21,0	16,8	6,5	6,0	4,3	3,8	25,1	31,3	149 757	29,69
1859	42,8	41,4	20,3	16,1	6,0	5,6	4,4	4,9	26,5	32,0	166 133	33,12
1860	41,7	39,9	20,3	16,0	5,8	5,2	5,3	6,8	26,9	32,1	184 709	38,05
1861	40,7	38,7	20,4	16,1	6,2	5,1	5,9	8,1	26,8	32,0	188 169	38,92
1862	40,5	38,5	20,4	16,2	6,5	5,6	5,4	7,2	27,1	32,6	185 066	37,38
1863	42,2	40,0	20,0	15,8	5,9	5,4	3,9	4,5	28,0	34,2	197 411	39,19
1864	43,1	41,0	19,6	15,5	5,7	5,4	3,6	3,8	27,9	34,3	197 273	38,86
1865	43,1	40,5	19,4	15,6	5,4	4,8	3,8	4,2	28,3	35,0	206 956	40,61
1866	42,7	40,3	18,9	15,0	5,3	4,9	3,6	3,9	29,5	35,9	219 249	43,35
1867	41,1	37,8	19,5	15,8	5,4	5,0	3,7	4,5	30,2	36,9	220 567	44,78
1868	40,2	37,2	18,9	15,0	5,5	4,9	3,6	4,7	31,7	38,1	243 686	51,54
1869	40,2	37,8	18,0	14,2	5,4	4,8	3,2	4,2	33,2	39,0	277 966	59,29
1870-1871												
1872	41,9	43,2	19,3	13,7	5,8	4,7	4,4	7,2	28,7	31,1	159 827	37,16
1873	41,0	38,9	19,1	15,0	5,5	4,8	3,3	3,9	31,1	37,4	185 075	38,92
1874	40,7	38,8	18,6	14,7	5,9	5,0	3,4	3,2	31,5	38,3	202 803	41,58
1875	41,2	39,3	17,4	13,6	5,6	5,0	3,0	2,7	32,9	39,4	247 821	52,53
1876	39,3	37,3	16,9	13,4	5,7	5,2	2,7	2,3	35,4	41,8	291 941	63,82
1877	37,0	34,7	16,9	13,3	5,9	5,1	2,9	2,2	37,3	44,7	293 161	65,69
1878	35,2	33,3	16,3	12,9	6,4	5,9	3,0	2,5	39,2	45,4	341 719	79,68
1879	31,0	31,4	13,9	11,9	5,8	5,7	2,6	2,2	46,7	48,8	415 183	89,08
1880	34,9	31,7	15,5	11,7	6,3	5,5	3,0	2,2	40,4	49,0	376 122	90,96
1881	35,4	32,6	15,7	12,0	6,6	5,8	2,8	2,1	39,5	47,5	393 399	93,16

Tableau C. Montant moyen du premier versement (en francs) par catégorie socioprofessionnelle dans l'ensemble des caisses d'épargne, 1849-1881

Années	Ouvriers	Domestiques	Employés	Militaires et marins	Professions diverses	Mineurs	Sociétés de secours mutuels	Ensemble des livrets
1849	126,8	107,4	160,2	274,9	146,8	93,8	326,2	138,7
1850	162,4	148,9	192,1	276,8	181,2	124,0	419,2	170,4
1851	191,6	165,3	205,0	326,9	247,3	139,6	380,8	200,7
1852	205,8	182,4	221,3	319,3	260,4	164,2	449,3	215,4
1853	197,7	171,4	202,6	325,6	251,1	144,8	438,8	204,9
1854	193,9	157,7	188,4	744,1	248,6	127,6	472,8	236,8
1855	190,0	158,3	187,4	921,0	250,1	129,0	444,2	250,7
1856	191,3	158,0	177,6	273,0	246,2	130,1	476,6	192,1
1857	188,9	156,2	181,3	181,4	240,9	120,4	437,3	183,4
1858	193,8	158,3	183,7	175,6	247,0	124,1	458,0	187,1
1859	192,6	157,9	185,7	225,2	240,9	121,6	462,0	187,0
1860	197,0	162,4	187,1	264,6	245,4	127,4	484,7	193,8
1861	196,5	163,1	170,6	284,9	247,1	128,8	548,7	195,2
1862	191,8	160,0	171,7	269,9	242,8	121,0	539,7	188,8
1863	188,2	157,0	182,7	230,7	242,7	118,4	557,4	185,4
1864	187,1	155,8	184,1	208,0	242,5	110,0	458,3	182,1
1865	184,4	157,9	173,2	216,7	242,1	113,0	418,4	181,8
1866	186,4	157,0	181,2	217,1	240,7	111,8	604,5	182,6
1867	186,6	164,2	185,3	247,7	248,1	120,0	596,2	188,2
1868	195,8	167,6	189,2	276,5	254,1	129,8	606,0	197,0
1869	200,4	168,0	191,5	279,1	250,6	130,4	655,2	198,1
1870-1871								
1872	195,2	164,8	189,6	387,1	108,8	108,8	618,9	205,5
1873	199,8	165,5	180,9	247,1	252,7	105,9	560,0	187,6
1874	195,7	162,3	173,2	192,5	249,7	99,0	664,7	181,1
1875	202,2	165,8	189,5	193,0	254,2	72,4	686,3	168,6
1876	207,5	173,1	198,3	189,2	258,2	71,9	721,6	170,3
1877	210,2	175,9	195,9	169,3	268,3	79,8	672,1	176,4
1878	221,1	184,6	215,1	191,2	270,5	99,4	689,5	191,3
1879	217,1	184,6	214,5	176,7	223,9	92,5	691,8	176,5
1880	219,7	183,1	211,0	173,7	293,3	90,2	678,6	189,5
1881	217,9	180,6	208,6	181,7	284,6	83,0	766,4	183,1

Tableau D. Part des « petits » et des « gros » livrets (en nombre et en montant) dans l'ensemble des caisses d'épargne, 1835-1881

Petits livrets (solde inférieur ou égal à 500 f.)				Gros livrets (solde supérieur à 501 f.)		
Années	livrets %	crédits %	Solde moyen (en f.)	livrets %	crédits %	Solde moyen (en f.)
1835	71,4	29,0	174,76	28,6	71,0	1 067,27
1836	68,1	25,8	179,50	31,9	74,2	1 100,63
1837	68,9	26,1	177,32	31,1	73,9	1 113,09
1838	66,5	23,6	177,29	33,5	76,4	1 144,06
1839	66,1	22,5	174,49	33,9	77,5	1 170,17
1840	65,7	21,4	170,98	34,3	78,6	1 201,22
1841	63,3	19,8	174,75	36,7	80,2	1 221,75
1842	62,0	19,0	178,56	38,0	81,0	1 243,34
1843	61,9	18,8	180,31	38,1	81,2	1 262,40
1844	61,2	18,2	179,41	38,8	81,8	1 271,50
1845	61,9	19,0	178,24	38,1	81,0	1 232,19
1846	61,8	21,0	181,87	38,2	79,0	1 104,65
1847	62,7	22,2	177,88	37,3	77,8	1 048,92
1848						
1849	95,0	59,3	82,13	5,0	40,7	1 073,48
1850	84,1	37,9	107,45	15,9	62,1	930,31
1851	80,5	39,5	126,90	19,5	60,5	804,85
1852	72,5	33,4	151,89	27,5	66,6	801,80
1853	71,1	30,4	144,48	28,9	69,6	813,94
1854	73,9	32,2	136,56	26,1	67,8	816,04
1855	75,4	32,9	132,78	24,6	67,1	830,64
1856	76,0	34,4	133,10	24,0	65,6	803,07
1857	77,1	35,9	132,84	22,9	64,1	796,12
1858	75,7	34,9	137,23	24,3	65,1	799,35
1859	75,4	34,5	137,19	24,6	65,5	798,31
1860	74,2	32,9	137,09	25,8	67,1	804,91
1861	74,2	33,2	138,40	25,8	66,8	799,87
1862	74,3	33,0	136,46	25,7	67,0	801,69
1863	74,6	33,2	135,46	25,4	66,8	801,76
1864	75,4	33,9	133,70	24,6	66,1	799,71
1865	75,1	33,3	133,15	24,9	66,7	802,69
1866	74,8	32,8	132,39	25,2	67,2	808,01
1867	74,0	31,8	132,97	26,0	68,2	811,89
1868	72,6	30,3	133,88	27,4	69,7	818,23
1869	71,3	29,0	135,76	28,7	71,0	824,84
1870-73						
1874	78,5	33,6	113,14	21,5	66,4	816,94
1875	76,9	32,1	116,52	23,1	67,9	819,22
1876	75,1	30,0	116,98	24,9	70,0	824,34
1877	74,2	28,7	116,25	25,8	71,3	831,17
1878	72,0	26,5	117,81	28,0	73,5	840,00
1879	70,9	25,1	116,73	29,1	74,9	846,17
1880	70,4	24,4	115,44	29,6	75,6	850,76
1881	70,0	24,0	114,97	30,0	76,0	850,70

BIBLIOGRAPHIE

- AMÉRICI, Laurence, *La caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône au XIX^e siècle. Un outil financier au service de l'intervention sociale*, Université de Provence Aix-Marseille 1, thèse de doctorat d'histoire, 2000, 767 p.
- BAYARD, Eugène, *La caisse d'épargne et de prévoyance de Paris. Origine, histoire, législation*, Paris, Hachette, 1892, 402 p.
- BURET, Émile, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paris, Paulin, 1840, 2 vol., VI-432 p., VII-492 p.
- CHANUT, Jean-Marie, HEFFER, Jean, MAIRESSE, Jacques, POSTEL-VINAY, Gilles, « Les disparités de salaires en France au XIX^e siècle », *Histoire & Mesure*, vol. X, n° 3/4, 1995, p. 381-409.
- (dir.), *L'industrie française au milieu du 19^e siècle. Les enquêtes de la Statistique générale de la France*, éd. EHESS, 2000, 216 p.
- CHRISTEN-LÉCUYER, Carole, *Histoire sociale et culturelle des caisses d'épargne en France. 1818-1881*, Paris, Economica, 2004, 694 p.
- « La crise des caisses d'épargne françaises en 1848 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 16, 1998/1, p. 59-81.
- DE GÉRANDO, Joseph-Marie de (baron), *De la bienfaisance publique*, Paris, J. Renouard, 1839.
- DEWERPE, Alain, *Le monde du travail en France 1800-1950*, Paris, Armand Colin, collection Coursus, 1989 ; nouvelle édition, 1998, 189 p.
- DUPIN, Charles, (baron), *Progrès moraux de la population parisienne depuis l'établissement de la caisse d'épargne*, Paris, Firmin-Didot Frères, 1842, 80 p.
- DESROSIÈRES, Alain, « Comment faire des choses qui tiennent. Histoire sociale et statistiques », in Christophe CHARLE (dir.), *Histoire sociale, histoire globale ?*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1993, p. 23-44.
- DESROSIÈRES, Alain & THÉVENOT, Laurent, *Les catégories socio-professionnelles*, Paris, La Découverte (collection Repères), 1996, 125 p.
- FAURE, Olivier, DAB, Sandra & TÊTARD, François, « La volonté de classer », *Cahiers de la recherche sur le travail social*, 1990, n° 19, p. 9-18.
- FLAUBERT, Gustave, *Madame Bovary*, Paris, Presses Pocket, 1857 [1977], 414 p.
- GRIBAUDI, Maurizio & BLUM, Alain, « Les individus dans l'espace social : analyse des statistiques de l'espace social », *Annales ESC*, nov-déc 1990, p. 1365-1402.
- ISSENHUTH, Frédéric, « L'implantation des caisses d'épargne en Alsace (1834-1870) », *Les Cahiers pour l'histoire de l'épargne*, n° 6, juin 2002, p. 49-80.
- KERGOAT, Michèle, « La localisation départementale de l'industrie selon les deux enquêtes de 1841-1845 et de 1861-1865 », *Revue d'économie industrielle*, n° 48, 1989, p. 53-71.
- LEPETIT, Bernard « Réseau urbain et diffusion de l'innovation dans la France préindustrielle : la création des caisses d'épargne 1818-1848 », in Bernard LEPETIT & Jochen HOOCK (dir.), *La ville et l'innovation en Europe, 14^e-19^e siècles*, Paris, éd. EHESS, 1987, p. 131-157.

LHOMME, Jean, « Le pouvoir d'achat de l'ouvrier français au cours d'un siècle : 1840-1940 », *Le Mouvement social*, n° 63, avril-juin 1968, p. 40-69.

MARCHAND, Olivier & THÉLOT, Claude, *Le travail en France. 1800-2000*, Paris, Nathan, 1997, 269 p.

MAREC, Yannick, « Origine et développement de la caisse d'épargne de Rouen (1820-1914) », *Annales de Normandie*, 1974, p. 257-289.

— « Épargne populaire ou épargne bourgeoise à Rouen à la fin du XIX^e siècle ? », *Cahier des Annales de Normandie*, n° 24, 1992, p. 419-430.

— *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927). Expériences locales et liaisons nationales*, Paris, La Documentation française, 2002, 2 tomes, 1362 p.

MICHALET, Charles-Albert, *Le placement des épargnants français de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, 1968, 374 p.

TOPALOV, Christian, « L'individu comme convention. Le cas des statistiques professionnelles du XIX^e siècle, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis », *Genèses*, n° 31, juin 1998, p. 48-75.

NOTES

1. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 136.
2. Art. 2 des statuts envoyés en modèle aux préfets par le ministre du Commerce en 1834.
3. Archives historiques de la caisse d'épargne de Paris (ACEP), Conseil des directeurs. Registre 9. Séance du 15 novembre 1838, « Rapport sur les statistiques d'A. Prévost envoyé au ministre du Commerce ».
4. *L'Atelier*, 4^e année, n° 3, décembre 1843, p. 54.
5. Rapport sur la caisse d'épargne de Paris, année 1843, 13 mai 1844, p. 7.
6. Archives parlementaires (AP), 2^e série, tome 94, Séance du 14 avril 1835, p. 522.
7. Des travaux sur l'évolution de la clientèle de la caisse d'épargne de Rouen et celle de Marseille dans la première moitié du XIX^e siècle ont également été réalisés par Y. MAREC, 1974, p. 261 ; 2002, p. 86-88 ; et par L. AMÉRICI, 2000, p. 138-141.
8. *Rapport au Roi sur les caisses d'épargne, année 1835*, Paris, 1837, p. 1.
9. « Circulaire du 17 octobre 1835 », *Recueil des lois, ordonnances, décrets, instructions et circulaires concernant les caisses d'épargne*, 1888, p. 333-334.
10. *Rapport sur la caisse d'épargne de Paris, année 1834*, p. 16-17.
11. A. PRÉVOST, « Observations sur la statistique », *Rapport sur la caisse d'épargne de Paris, année 1841*, p. 22.
12. DESROSIÈRES, A. & THÉVENOT, L., 1996, p. 10-12 ; DESROSIÈRES, A., 1993, p. 23-28 ; FAURE, O., DAB, S. & TÊTARD, F., 1990, p. 9-12 ; TOPALOV, C., 1998, p. 48-75 ; CHANUT, J.-M., HEFFER, J., MAIRESSE, J. & POSTEL-VINAY, G. (dir.), 2000, chap. 2 : « Nomenclatures ».
13. BAYARD, E., 1892.
14. Pour une bonne présentation du contenu et de l'utilisation de ces registres matricules : MAREC, Y., 1974, p. 257-258, p. 277 ; 1992, p. 419-430.
15. ACEP, Conseil des directeurs. Registre 9. Séance du 15 novembre 1838. « Rapport sur les statistiques ».
16. Archives historiques de la caisse d'épargne de Haute-Normandie, Conseil d'administration de la caisse d'épargne du Havre. Registre 2, séance du 18 janvier 1850.

17. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 349 ; MAREC, Y., 1974, p. 422 ; 2002, p. 117-118 .
18. Archives historiques de la caisse d'épargne d'Auvergne, Conseil d'administration de la caisse d'épargne de Clermont-Ferrand. Registre 2. Séance du 12 mai 1868.
19. L'industrie et le tertiaire forment respectivement 23 % et 16 % en 1836 ; 29 % et 19 % en 1861 ; 30 % et 24 % en 1881 : MARCHAND, O. & THÉLOT, C., 1997, p. 219.
20. GRIBAUDI, M. & BLUM, A., 1990.
21. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 351.
22. C'est au cours de cette année qu'est votée la loi instaurant la caisse nationale d'épargne. Toute étude statistique sur les déposants des caisses d'épargne privées après 1882 imposerait une comparaison avec ceux des caisses d'épargne publiques.
23. Il n'y a pas de relevé statistique sur l'origine socioprofessionnelle des déposants en 1848 ; cette absence s'explique en partie par la désorganisation des caisses d'épargne au cours de cette année.
24. ACEP, Conseil des directeurs. Registre 9. Séance du 13 septembre 1838.
25. Rapport sur la caisse d'épargne de Paris, année 1838, p. 6.
26. « Observations sur la statistique par A. Prévost », Rapport sur la caisse d'épargne de Paris, année 1843, p. 21.
27. Rapport sur la caisse d'épargne de Paris, année 1850, p. 16.
28. DUPIN, Ch., 1842, p. 15.
29. ACEP, Conseil des directeurs. Registre 10. Copie d'une lettre adressée au ministre du Commerce, le 18 juin 1841.
30. ACEP, Conseil des directeurs. Registre 10. Copie d'une lettre adressée au ministre du Commerce, le 18 juin 1841.
31. Rapport à l'Empereur sur les caisses d'épargne par le ministre du Commerce, année 1848-1849, 1852, p. IX.
32. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 135-117.
33. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 356-360.
34. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 271-287 et p. 399-407.
35. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 382-388.
36. CHANUT, J.-M., HEFFER, J., MAIRESSE, J. & POSTEL-VINAY, G., 1995, p. 409 ; 2000, chap. 5 : « Taux de salaire journalier et salaire annuel ».
37. Cette limite a également été choisie par Y. MAREC, 1974, p. 278.
38. Le Nord correspond ici aux 39 départements situés au nord d'une ligne tracée approximativement de Nantes à Besançon et le sud aux 47 autres (LEPETIT, B., 1987, p. 144).
39. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 144-152.
40. Décrite par M. KERGOAT, 1989, p. 53-71 ; J.-M. CHANUT, J. HEFFER, J. MAIRESSE & G. POSTEL-VINAY (dir.), 2000, chap. 7 : « Localisation des activités de taille des établissements ».
41. La clientèle des mineurs et des sociétés de secours mutuel n'est pas prise en compte.
42. La clientèle des mineurs et des sociétés de secours mutuel n'est pas prise en compte.
43. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 346-348, 382-384, 428.
44. *Annales de l'Assemblée nationale*, tome 38. Séance du 14 mai 1875, p. 53.
45. MARCHAND, O. & THÉLOT, C., 1997, p. 237.
46. MARCHAND, O. & THÉLOT, C., 1997, p. 234.
47. MARCHAND, O. & THÉLOT, C., 1997, p. 170.

48. MICHALET, C.-A., 1968, p. 48 et 174.
49. LHOMME, J., 1968, p. 40-69.
50. DEWERPE, A., 1989, p. 55-56.
51. BURET, É., 1840, livre IV, p. 284 et 291.
52. DE GÉRANDO, J.-M., 1839, t. III, p. 168.
53. DE GÉRANDO, J.-M., 1839, sup. p. 208.
54. MICHALET, C.-A., 1968, p. 52.
55. AMÉRICI, L., 2000, p. 251.
56. ISSENHUTH, F., 2002, p. 69.
57. ACEP, Conseil d'administration de la caisse d'épargne de Clermont-Ferrand.
Registre 2. Séance du 11 mai 1869.
58. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 463-466.
59. CHRISTEN-LÉCUYER, C., 2004, p. 158 et p. 168.
60. « Correspondance », *Rapport sur la caisse d'épargne de Paris*, année 1853, p. 15.
61. « Correspondance », *Rapport sur la caisse d'épargne de Paris*, année 1864, p. 13.
62. FLAUBERT, G., 1857, p. 244.
63. *Annales de l'Assemblée nationale*, tome 38. Séance du 14 mai 1875, p. 53.
64. *Annales de l'Assemblée nationale*, tome 13. Séance du 3 août 1872, p. 557.
65. Il n'y a pas d'indication sur leur premier dépôt.

RÉSUMÉS

C'est pour pallier l'absence d'un système de protection sociale et freiner la mendicité que les caisses d'épargne ont été fondées au XIX^e siècle. Elles s'inscrivent ainsi dans la construction d'une politique sociale. Les statistiques socioprofessionnelles des déposants, publiées dans les rapports annuels présentés par le ministre du Commerce, permettent d'évaluer dans quelle mesure l'institution a réussi à développer l'épargne chez les travailleurs modestes — les ouvriers en particulier. L'imprécision des catégories socioprofessionnelles retenues et le passage de données en stock à des données en flux (nouveaux déposants) limitent néanmoins l'utilisation de ces statistiques. S'il existe de fortes disparités régionales dans les clientèles des caisses d'épargne, elles se caractérisent par l'importance des catégories non ouvrières, et sans doute des classes moyennes.

The Measure of Social Effectiveness in 19th century French Savings Banks.

The Savings Banks were founded in the 19th century in order to alleviate the effects of the lack of a social protection system and to put a stop to begging. Consequently, they contributed to the creation of a social policy. Socioprofessional statistics of depositors in Savings Banks, published in the annual reports presented by the Minister of Commerce, allow us to evaluate to what extent the institution was successful in encouraging savings among the humble working classes — manual workers in particular. The inexactitude of socioprofessional categories recorded and the movement from stock data to data in flux (new depositors) nonetheless limit the use of these statistics. Where substantial regional disparities may exist in the clientele of the Savings Banks,

this is characterized by significant non-manual worker categories and undoubtedly of the middle classes.

INDEX

Mots-clés : histoire sociale, finance

Index chronologique : XIXe siècle

Index géographique : France

AUTEUR

CAROLE CHRISTEN-LÉCUYER

Université Paris-VII Denis-Diderot, Laboratoire « Identités, cultures, territoires »